

Scandale climatique : Arrêt du réacteur 1 de la centrale nucléaire de Fessenheim

Suite au décret du 18 février 2020 pris par le premier ministre, le réacteur numéro 1 de la centrale nucléaire de Fessenheim a été mis à l'arrêt, le réacteur numéro 2 étant prévu d'être arrêté le 30 juin 2020.

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=C2D2F09C7FE09A6E21DAF4D81A3A7A24.tplgfr37s_2?cidTexte=JORFTEXT000041600975&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000041600848

Il ne s'agit pas cette fois-ci, d'un arrêt de tranche planifié pour réaliser des opérations classiques de maintenance des matériels mais d'un arrêt « définitif » suite à l'abrogation de l'autorisation d'exploiter la centrale nucléaire de Fessenheim dont le titulaire est EDF.

Le gouvernement français a procédé à ce décret à la veille d'élections municipales que les médias français annoncent comme une victoire assurée de l'écologie politique. Le parti présidentiel escompte des votes dans le trouble causé par cet arrêt.

Notre pays se trouve donc amputé pour des élections, de 900 MW de puissance de production électrique et, en juin, ce sera à nouveau 900 MW qui ne seront plus fournis.

Aucune raison technique ou scientifique ne justifie, en effet, l'arrêt de ce centre nucléaire de production d'électricité qui a fait l'objet d'investissements de maintenance importants d'EDF ces dernières années pour poursuivre son exploitation dans des conditions de sûreté et de performance optimales. Le gendarme du nucléaire, l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) n'a pas demandé une telle fermeture.

Comme tout citoyen français ayant été à l'école de la république, nous savons tous que l'électricité d'origine nucléaire a permis de rendre à la France sa souveraineté énergétique face aux énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) et de lui permettre de produire son électricité quasi sans émission de CO₂, de dioxyde de carbone. La France est à la pointe de la lutte contre le réchauffement climatique et les émissions de CO₂ qui tuent des milliers d'hommes et de femmes chaque année.

Cette source d'électricité qu'EDF peut piloter en temps réel, en adaptant la production à la consommation a également permis à nos concitoyens de ne plus connaître de coupure total d'électricité depuis 1978.

Bientôt 42 ans d'électricité dès que nous appuyons sur l'interrupteur : éclairage, appareils ménagers et machines industrielles, y compris les matériels informatiques et de télécommunications qui alimentent en internet les écrans, ordinateurs et téléphones des « éco-citoyens » que nous sommes tous devenus et que nous étions comme Monsieur Jourdain sans le savoir.

Ces dernières années ont pourtant vu se rapprocher ce risque de panne totale, de « blackout » que nous avons frôlé lorsque 8 réacteurs ont été mis à l'arrêt de manière préventive pendant l'hiver 2018. RTE a également identifié un risque majeur

pour l'hiver 2022 : <https://www.lesechos.fr/industrie-services/energie-environnement/electricite-rte-appelle-a-la-vigilance-pour-lapprovisionnement-en-2022-2023-1149379>

La région de Londres a également connu le 9 août 2019 une coupure généralisée (<https://www.techniques-ingenieur.fr/actualite/articles/black-out-au-royaume-uni-le-rapport-du-gestionnaire-de-reseau-69431/>) après avoir eu un pic de production d'énergies renouvelables intermittentes de plus de 60% de la production d'électricité totale.

Le gouvernement français, par la voix de sa secrétaire d'Etat (qui saluait deux mois auparavant la grève des lycéens et le « discours de vérité » de l'activiste adolescente suédoise Greta Thunberg), argumente qu'un « premier pas de la transition écologique » est fait vers un « rééquilibrage » de l'énergie nucléaire en faveur des énergies renouvelables.

C'est non seulement sans queue ni tête mais c'est surtout créer une nouvelle source de soucis pour les citoyens français : il faudra en effet compenser ce manque de puissance électrique pilotable à la demande : l'Allemagne qui était bénéficiaire d'une production importante de l'électricité de la centrale de Fessenheim démarrera en effet la centrale charbon de Datteln 4 d'une puissance de 1053 MW dans les semaines et mois qui viennent. Le journal satirique Le Canard Enchaîné s'en fait l'écho : l'arrêt du réacteur de Fessenheim et le démarrage par Datteln 4 rejettera entre 6 à 8 millions de tonnes de CO2 par an dans l'atmosphère (les transports routiers en France ont rejeté en 2018 environ 120 millions de tonnes de CO2 par an : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2015759>)

Le bilan des émissions de CO2 des centrales charbons y compris dans leur technologie la plus récente est catastrophique pour lutter contre le dérèglement climatique mais le gouvernement français ont choisi de d'imposer cet acte politique écopopuliste à la veille d'élections.

L'industrie allemande a choisi de polluer l'atmosphère pour maintenir ses bénéficiaires et le gouvernement et les élites françaises a préféré abdiquer une nouvelle fois devant le diktat de Berlin.

Le Mouvement Républicain et Citoyen des Hauts-de-Seine manifeste son soutien aux agents EDF de la centrale de Fessenheim qui vivent, malgré leur grand professionnalisme et leur maîtrise reconnue internationalement de cette technologie atomique, cet épisode totalement irrationnel, irresponsable et anti-démocratique.

Il appelle également le gouvernement à ne pas tromper davantage les citoyens français : un redémarrage du réacteur est en effet techniquement possible, que ce soit maintenant ou dans les mois à venir.

Les citoyens jugeront sévèrement cette manipulation de l'opinion si les réacteurs de la centrale de Fessenheim sont remis - à raison - en fonctionnement après les échéances électorales, y compris présidentielles.